vinetur

À Bordeaux, les vignerons relancent le débat sur l’irrigation après des sécheresses répétées

Des étés plus chauds et des rendements en baisse poussent Bordeaux à reconsidérer le tabou de l’irrigation.

mardi 6 octobre 2026



À Bordeaux, les vignerons relancent un débat longtemps resté presque intouchable dans l’une des régions viticoles les plus traditionnelles de France : faut-il irriguer les vignes, alors que la sécheresse et les vagues de chaleur à répétition soumettent les

ceps et les producteurs à de nouvelles pressions ?

La discussion prend de l'ampleur dans le Bordelais, le plus vaste vignoble français sous appellation, tandis que les producteurs font face à des étés plus chauds, à des rendements plus faibles et à une crise économique durable qui a déjà entraîné l'arrachage de milliers d'hectares. La récolte de cette année devrait être de bonne qualité, mais le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB) prévoit de faibles volumes, faute de pluies arrivées à temps pour faire grossir les raisins.

L'an dernier, les vendanges en Gironde, département qui comprend la majeure partie du vignoble bordelais, avaient déjà été très faibles, avec 2,9 millions d'hectolitres, après l'arrachage de vastes surfaces dans le cadre d'un programme soutenu par l'État. Les producteurs estiment que la dernière saison sèche a renforcé les inquiétudes quant à la manière dont la région peut s'adapter au changement climatique sans remettre en cause l'identité de ses vins ni accentuer la pression sur les ressources en eau locales.

« Nous avons rarement connu une sécheresse pareille », a déclaré Stéphane Gabard, président du Syndicat des Bordeaux et Bordeaux Supérieurs, selon des propos rapportés en France. Son organisation représente plus de la moitié de la production locale.

En juillet, la chambre d'agriculture de la Gironde a lancé ce qu'elle a qualifié d'examen nécessaire de la question de l'irrigation, invoquant la récurrence des sécheresses. Sa commission viticole devait se pencher sur le sujet début octobre. Le débat témoigne d'un net changement de ton dans le Bordelais, où l'irrigation a longtemps été considérée avec méfiance, par crainte de nuire à l'expression du terroir et de fragiliser les ressources en eau.

Jean-Samuel Eynard, président de la chambre d'agriculture départementale et viticulteur dans les Côtes de Bourg, estime que certaines parties du terroir bordelais auront besoin d'être irriguées, en particulier les sols qui retiennent peu l'eau. Selon lui, l'arrosage des jeunes vignes pourrait devenir indispensable pour implanter de nouvelles parcelles et remplacer les ceps morts. Il a également évoqué les eaux usées traitées comme une source possible.

Des dérogations permettent déjà d’arroser les jeunes vignes pendant leur phase de croissance. Certains producteurs souhaitent désormais une autorisation plus large de l’irrigation en période de sécheresse sévère, ce qui représenterait un changement majeur pour un vignoble d’environ 86 000 hectares qui a longtemps fait de la culture sans irrigation un élément de son identité.

Jean-Samuel Eynard a indiqué que certains traditionalistes restaient fortement opposés à cette idée. Selon lui, la question est désormais de savoir si les producteurs doivent simplement accepter ce que chaque millésime leur apporte, même si les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent plus fréquents, ou si l’adaptation est devenue inévitable.

À Saint-Quentin-de-Caplong, dans l’est de la Gironde, le viticulteur Rolland Grenouilleau estime que le sujet ne devrait plus être considéré comme tabou, faisant remarquer que l’irrigation est déjà acceptée dans d’autres régions viticoles françaises, notamment dans certaines parties de l’Occitanie. Également céréalier et éleveur de moutons, il a dit que l’année avait été particulièrement difficile sur ses 15 hectares de vignes. Il en a récemment arraché 20 hectares supplémentaires.

Il a indiqué que les températures avaient frôlé les 45 °C à 50 °C, des conditions qu’il juge très difficiles pour les plantes. La vigne n’a pas besoin de grandes quantités d’eau, a-t-il expliqué, mais elle doit en recevoir un minimum pour traverser la saison, produire une récolte et assurer aux producteurs un revenu viable.

Rolland Grenouilleau et plusieurs agriculteurs voisins envisagent de construire une retenue collinaire pour recueillir les pluies hivernales. Le projet permettrait non seulement de soutenir les vignes, a-t-il expliqué, mais aussi de diversifier les cultures, alors que la surproduction de vin est devenue un problème majeur dans le Bordelais.

Stéphane Gabard a déclaré s’être longtemps opposé à l’irrigation de ses propres vignes à Galgon, en Gironde. Mais, selon lui, la répétition des années très sèches et très chaudes a changé les termes du débat, en particulier sur les sols graveleux qui se drainent rapidement. Il a ajouté que la région ne pouvait pas non plus faire abstraction de la question plus large de l’acceptabilité sociale de l’utilisation d’eau douce pour les vignobles.

Cette question est au cœur des préoccupations des opposants à une extension de l’irrigation. Le Smegreg, organisme consultatif chargé de surveiller les nappes profondes de la Gironde, a averti que les volumes nécessaires seraient extrêmement importants. Selon ses estimations, irriguer l’ensemble des 86 000 hectares de vignes à raison de 1 500 mètres cubes par hectare et par an nécessiterait plus d’eau que les 110 millions de mètres cubes actuellement prélevés chaque année pour l’alimentation en eau potable des 1,7 million d’habitants du département. Ces prélèvements proviennent déjà d’un système aquifère que l’organisme qualifie de surexploité.

L’agence de l’eau Adour-Garonne ne s’est pas encore saisie officiellement de la question, mais elle a indiqué que celle-ci devrait figurer à l’ordre du jour de sa prochaine réunion du comité de bassin, où sont représentés tous les usagers de l’eau. Cette réunion est prévue en décembre.

L’ampleur des besoins potentiels fait toutefois elle-même débat. Cornelis van Leeuwen, professeur de viticulture à Bordeaux Sciences Agro, a déclaré que les parcelles très exposées à la sécheresse représentaient moins de 10 % du vignoble bordelais et a souligné que la région recevait encore des précipitations importantes dans l’ensemble. Selon lui, l’irrigation n’est pas nécessaire à Bordeaux, car les producteurs disposent encore d’une marge de manœuvre importante pour s’adapter autrement.

Cornelis van Leeuwen a indiqué que ces solutions passaient notamment par le choix du matériel végétal, en particulier de cépages et de porte-greffes mieux adaptés à des conditions plus chaudes et plus sèches. Des essais de nouveaux cépages sont déjà en cours. Si les parcelles les plus vulnérables sont replantées avec les bonnes combinaisons, l’irrigation pourrait, selon lui, ne plus être nécessaire.

Pour les chercheurs comme pour les producteurs, le débat dépasse la seule technique agricole. La réputation de Bordeaux s’est construite sur l’idée que ses vins reflètent le lieu, le climat et les variations de millésime. Certains producteurs craignent qu’une irrigation systématique ne brouille ce modèle ou n’affaiblisse les engagements environnementaux de la région, alors que les consommateurs prêtent davantage attention à l’utilisation de l’eau et à la durabilité.

D’autres estiment que la question devient concrète plutôt que philosophique. La région subit déjà les effets du changement climatique, du recul de la consommation, de la faiblesse des prix et des arrachages de vignes. Dans ce contexte, certains producteurs avancent que refuser d’envisager l’irrigation pourrait rendre certaines parties du Bordelais plus difficiles à maintenir, notamment là où les sols s’assèchent vite et où les jeunes vignes peinent à survivre.

La pression devrait s’accentuer à mesure que le climat se réchauffe. Pour l’heure, Bordeaux n’a pas adopté l’irrigation comme l’ont fait certains vignobles d’Espagne, d’Italie ou du Nouveau Monde. Mais dans une région où cette idée suscitait autrefois une opposition presque unanime, le fait que des organisations professionnelles de premier plan, des responsables locaux et des producteurs bien établis en débattent ouvertement marque un changement notable. Cornelis van Leeuwen estime que si Bordeaux parvient plutôt à s’adapter grâce aux cépages et aux porte-greffes, la région sera mieux placée pour se présenter comme un producteur respectueux de l’environnement.